

# Plus que jamais : tenir les engagements humanitaires dans l'Est de la RDC

Mars 2025 | République Démocratique du Congo (RDC)

## MESSAGES CLÉS

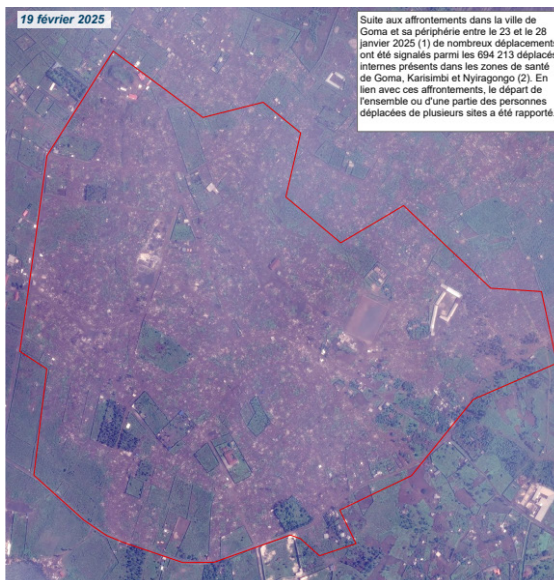
- L'intensification des conflits ces dernières semaines a entraîné **des déplacements massifs de populations**, qui étaient pour la plupart d'entre elles déjà déplacées. **Les données manquent** pour savoir précisément où et selon quelles modalités les acteurs humanitaires doivent intervenir pour répondre aux besoins les plus urgents des populations.
- Alors que les besoins explosent, les financements humanitaires ont été brusquement réduits des deux tiers en RDC suite à la suspension des financements américains. **Les capacités de la réponse dans l'Est de la RDC sont fortement diminuées au moment où elle est plus nécessaire que jamais.**
- Malgré les défis actuels, il est impératif de **garder les populations affectées au centre de la réponse**, en adaptant l'aide en fonction des priorités qu'elles expriment, pour garantir une réponse véritablement efficace et fondamentalement redevable.

## 2,8 fois

nombre moyen de déplacements forcés pour les ménages du Nord-Kivu et 2,2 fois au Sud-Kivu (MSNA 2024).

## Contexte

En octobre 2024, le Nord-Kivu [comptait plus de 2,4 millions de déplacés internes](#) et 1,8 millions de retournés, et le Sud-Kivu respectivement 1,5 millions et 701 000. Ces déplacements souvent récurrents, ont **exacerbé les besoins de base des populations** et profondément **affecté l'accès aux services essentiels et la résilience des communautés**. Dans ce contexte déjà alarmant, l'intensification du conflit entre les forces gouvernementales et le groupe armé M23 dans le Nord et Sud-Kivu en janvier et février 2025 a provoqué de nouvelles vagues de déplacements et une forte hausse des besoins humanitaires, dont il est encore difficile de mesurer l'ampleur et la sévérité en raison du manque de données fiables et actualisées.



Carte 1 - Abandon du site de déplacés de Bulengo dans la zone de santé de Goma au 19 février 2025 - [Source REACH](#).

## Les besoins humanitaires s'amplifient dans le Nord et Sud-Kivu

# 71%

de ménages ayant une **faible consommation alimentaire** en février, comparé à **13% en décembre 2024**.

**Plus d'un million de personnes sont déplacées à Goma depuis janvier** selon OCHA, avec un nombre significatif qui se s'est dirigé vers le Sud-Kivu ([67 219 ménages](#) en janvier, soit +225% par rapport à décembre 2024). La **plupart des sites des environs de Goma ont été vidés** de leurs occupants (voir Carte 1 page 1 et le [rapport complet](#)). Les intentions, la localisation et les besoins de ces personnes déplacées sont encore largement inconnus.

L'insécurité et les affrontements ont de surcroît entraîné l'interruption temporaire de l'acheminement humanitaire et de fortes perturbations des activités économiques. Les **prix des produits de base ont dans l'ensemble fortement augmenté** dans la ville de Goma, notamment la farine de maïs et les haricots. Certains commerçants craignent de potentielles pénuries sur les marchés du fait de l'indisponibilité des produits et aux difficultés persistantes de

réapprovisionnement. Le taux de change est quant à lui instable, variant de 1900 à 2900 francs congolais pour 1 dollar américain (en moyenne à 2850 franc congolais pour 1 dollar américain avant). Les conséquences humanitaires sur les populations sont immédiatement visibles, avec une proportion de ménages ayant une faible consommation alimentaire qui est passée de **13% en décembre 2024, à 71% en février 2025**.

Des **infrastructures civiles essentielles ont également été impactées**, telles que les établissements de santé, les écoles, les marchés et à Goma particulièrement les réseaux électriques entraînant une paralysie progressive de l'approvisionnement à l'eau potable. Avec un grand nombre d'établissements scolaires touchés voire détruits par les combats ou transformés en abris pour les personnes déplacées (45 au Nord Kivu et 19 au Sud Kivu au 11 février), **l'impact sur l'éducation est dramatique**.

L'UNICEF estime à 795 000 enfants actuellement privés d'accès à l'éducation (contre 465 000 en décembre 2024) dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

Les conséquences sur conflit sur les infrastructures de santé ainsi que la **saturation des morgues**, couplé à un accès limité à l'eau potable et à l'hygiène ainsi que la présence de maladies déjà endémiques à Goma telles que le **Mpox, la rougeole et le choléra** augmentent fortement le **risque d'épidémies**. L'**épuisement des stocks médicaux** (insuffisance des ambulances et des moyens logistiques, rupture en produits sanguins, en médicaments et autres intrants) et la **destruction et le pillage d'infrastructures médicales** exacerbent encore davantage les besoins en santé.

Les questions de protection ne se limitent pas aux affrontements armés. De **graves incidents de protection** sont notés tels que des assassinats / homicides (dont 70% des victimes seraient les PDI), violences physiques et pillages / vol (dont 72% des victimes seraient la population hôte) principalement. Les PDI sont particulièrement vulnérables aux violences basées sur le genre (VBG) – 82% des survivantes identifiées (dont 85.5% sont des femmes ou jeunes filles) **sont des PDI**.



Carte 2 - Principales dynamiques de déplacements des PDI rapportées par les Informateurs Clés (IC) dans les territoires de Kalehe et Kabare dans les deux semaines précédant la collecte 13-15 février 2025 - [Source REACH](#).

## La réponse humanitaire fait face à des défis sans précédent

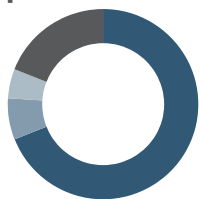
La réponse humanitaire, plus nécessaire que jamais, rencontre des difficultés inédites. Dans un premier temps, de nombreuses **infrastructures humanitaires, y compris des centres de santé et des entrepôts, ont été gravement touchés**. Des installations humanitaires stockant des ressources

essentiels ont été pillées, détruites ou rendues inutilisables. En outre, les difficultés d'accès ont fortement perturbé l'acheminement de l'aide lorsqu'elle était disponible.

pour déterminer et informer les priorités humanitaires (i.e. en protection et EHA). Ce manque d'information résulte de l'évolution rapide de la situation mais également de la suspension partielle ou totale des activités de divers acteurs de la réponse.

Cette réduction des activités est en partie due à la suspension des fonds américains fin janvier 2025, qui finançaient la crise en RDC à hauteur de 1 milliard de dollars (soit près de 69% du total du financement humanitaire, voir graphique ci-contre). Cela représente un défi sans précédent à l'heure où la crise humanitaire s'aggrave. Si certains acteurs ont immédiatement réagi, avec par exemple FCDO augmentant les allocations financières, l'UE mobilisant 60 millions d'euros et le Central Emergency Response Fund (CERF) 17 millions de dollars, **cette chute des financements intervient dans une crise déjà chroniquement sous-financée**. Une mobilisation urgente et coordonnée de l'ensemble des acteurs de la réponse est nécessaire pour éviter un désastre humanitaire dans une région fragilisée par deux décennies de crise.

### Sources de financement du Plan de réponse humanitaire 2024 en RDC, top 3 :



69% *Gouvernement des Etats Unis d'Amérique*

7% *Commission européenne*

5% *Gouvernement du Royaume-Uni*

Source: OCHA, [Financial Tracking Service](#)

Le **manque d'information** est également reconnu par la communauté humanitaire comme un obstacle majeur à la réponse humanitaire actuelle. Les conclusions d'une mission menée récemment par neuf acteurs humanitaires soulignent notamment le besoin de conduire des évaluations

## La redevabilité envers les personnes affectées reste plus pertinente que jamais

La MSNA 2024 souligne que 34% des ménages ont rapporté un sérieux problème en raison d'une aide humanitaire inadéquate ([REACH](#), 2024). De même, une enquête de Ground Truth Solutions (GTS) souligne que 40% ont affirmé que les personnes échangent ou vendent de l'aide pour obtenir ce qu'ils préfèrent ou ce dont ils ont besoin ([GTS](#), 2023). Au Sud-Kivu, 50% des personnes interrogées pensent que l'assistance ne va pas aux personnes le plus dans le besoin et 74% pensent que l'assistance n'aide pas ou pas du tout à faire des plans sur le long-terme ([GTS](#), 2024).

Ces différentes données démontrent que **la qualité de la réponse dépend fondamentalement de la place donnée aux personnes affectées dans le processus**. La prise en compte du contexte et des voix des personnes affectées nécessite une volonté de revoir les approches de travail en se basant sur les informations en matière de redevabilité déjà compilées au sein de la réponse en RDC. Cette intégration de l'engagement communautaire contribue à ce que l'aide

soit plus efficace, ne provoquent pas de tension ou de sentiment d'injustice, et participe au soutien à long terme des populations.

Si des actions urgentes sont absolument nécessaires, **la réduction significative des financements rend impératif l'allocation efficace des ressources**, en continuant de prioriser les plus vulnérables et de placer les communautés affectées au centre de la réponse qui leur est destinée. Pour cela, les travaux dans le domaine de la redevabilité réalisés ces dernières années dans la réponse humanitaire en RDC ne doivent surtout pas être effacés. Cette exigence de redevabilité et de qualité de la réponse devient plus pertinente encore dans un contexte de contraction des ressources.



[S'inscrire à la newsletter REACH RDC](#) pour recevoir nos derniers produits d'informations

**48%**  
des ménages rapportent **ne pas avoir été consultés en amont** sur leurs besoins, information disponible sur le [dashboard MSNA 2024](#)